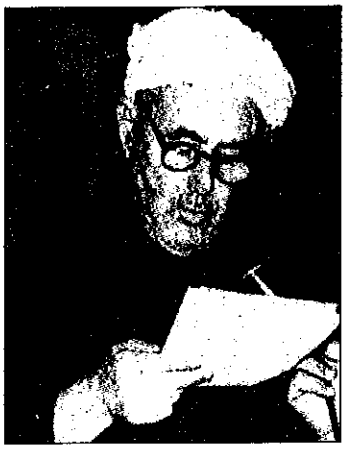
1



ABD-EL-KRIM

circa 1882 - 1963

Exilé à la Réunion

Mohammed Ben Abd-el-Krim el Khattabi, plus connu sous le nom d'Abd-el-Krim est né vers 1882 à Ajdir dans le Rif dans la tribu des Beni Ouriaghel. Il est le fils aîné.

Il fait ses études à Fès puis à l'université Karouiyne où il reçoit un enseignement traditionnel. Il est bientôt cadi des cadis à l'enclave espagnole de Melilla. En 1915 au plus fort des intrigues européennes dans le Rif - l'Espagne, la France, et l'Allemagne s'opposent pour étendre leur influence - Abd-el-krim est arrêté par les Espagnols comme agent de l'Allemagne. Il tente de s'évader et se brise la jambe ; il restera à jamais boiteux. Il est libéré après onze mois d'emprisonnement.

Son père meurt en 1920, et Abd-el-krim se retrouve chef de clan. Il décide alors de régler ses comptes avec l'Espagne. Il écrase les forces espagnoles et se proclame le 1er février 1922, émir d'un Rif indépendant. Mais son action menace le protectorat français au Maroc. En 1926 les forces conjointes franco-espagnoles le forcent à la capitulation. Le 27 mai 1926 il se rend aux Français à Tizammouren. Il est conduit à Marseille sur *l'Abda* avant son exil à la Réunion.

Arrivé en octobre 1926 avec toute sa suite à bord de *l'Amiral Pierre,* Abd-el-krim passera 21 années à la Réunion. Une grande foule attendra l'arrivée du train à la place du Gouvernement à 10 heures 30 et à 14 heures 30. En fait Abd-el-Krim était parti directement du Port par la Montagne dans la Chenard-Walker du gouvernement. Il s'installera au château Morange loué par le protectorat du Maroc (loyer annuel de 20 000,00 F). Avec ses 7 hectares de terres, ses 15 000 bananiers et ses 7 chambres à coucher, la résidence allie confort, possibilités de culture et de surveillance. Un oasis carcéral dans un faubourg pesteux aux portes du chef-lieu.

Des enfants vont naître pendant ces longues années comme également des liens et des liaisons. Le souvenir d'Abd-el-Krim est également associé a tous les autres lieux où il a habité : le *Castel Fleuri* au Chaudron, ses maisons de villégiature à Cilaos et Hell-Bourg, la grande maison Willman à la Grande Ravine (Trois Bassins). En 1940 et 1941, il prend très au sérieux son rôle de producteur de géranium. Sur ses terres, cinq colons créoles vont vivre à la marocaine. En pleine guerre à Trois Bassins, on tue le bœuf chaque semaine, on distribue les étoffes, pendant que la suite du chef exilé échange des pièces d'or dans des parties de cartes interminables.

ABD-EL-KRIM

Pendant 20 ans, il ne cessera de clamer sa loyauté à la France et de demander son retour au Maroc. Grâce au gouverneur Capagorry, son vœu sera exaucé en 1947. Au mois de mai, il quitte la Réunion sur le *Katoumba* avec toute sa suite (40 personnes) et le corps de sa défunte mère. La fin de son exil se passerait sur la côte d'Azur en France. Le 1er juin à l'escale de Port Saïd, Abd-el-Krim et sa suite, descendus pour la prière à la mosquée ne reviennent plus à bord. Le *Katoumba* reprendra sa route pour Marseille où seul le cercueil arrivera. Sont-ils restés volontairement en Egypte, ont-ils été kidnappés ? Mystère et secret d'Etat !

Abd-el-krim mourra au Caire en 1963 à l'âge de 81 ans. Sa fille Roukaya, installée en Égypte retournera en janvier 1987 à la Réunion pour visiter le *Castel Fleuri* où elle est née. Cette propriété appréhendée par la curatelle des biens vacants sera vendue aux enchères le 28 juillet 1953 pour 4,5 millions de CFA à Adolphe Ramassamy.

LE DÉPART

Mohamed Ben Abdel-Krim, M'Hamed Ben Abdel-Krim et Abdessalam Ben Mohamed. Leurs enfants, leurs familles et leur suite prient les Réunionnais de trouver ici les sentiments de leur vive gratitude pour l'hospitalité et le bon accueil qu'ils ont reçus pendent leur long séjour dans leur charmant pays pour lequel, ils garderont le meilleur souvenir et de l'amitié. Ils forment les vœux les plus sincères pour la prospérité et le bonheur de la Réunion et de la France.

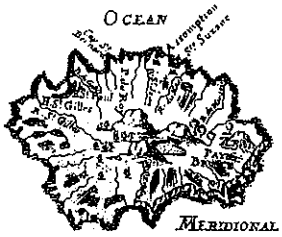
Le Progrès, lundi 28 avril 1947

Source
Georges Spillman in *Hommes et Destin*
Abd-el-Krim, *Clepsydre* n° 2, février 1989, ARSTC/URAD

Illustration : Abdel-Krim (Coll. privée)

MS

2



Jean-René ABOT

1677 - 18 août 1730

Missionnaire lazariste
Curé de St-Paul.

Jean-René Abot est né le dans le diocèse du Mans en 1677.

Pendant ses études théologiques au séminaire d'Angers, il tomba gravement malade. La médecine de l'époque se révélant vite impuissante, il aurait été subitement guéri après une neuvaine de prière. Ordonné prêtre, il assista l'abbé Guéret dans sa paroisse de Brie. Mais son désir le plus ardent fut de servir outremer dans les missions. Au père Jean Bonnet, supérieur général de la congrégation le jeune abbé Abot écrivait : *« Faites ce que vous voudrez, mon cher père, tôt ou tard vous m'y enverrez ; je sens très bien que Dieu le veut, et dans peu Il vous le fera connaître ».*

Dès 1703, après son passage à Bourbon (3-18 août), Mgr de Tournon, patriarche d'Antioche et envoyé spécial du pape Clément XI alerte les autorités pontificales sur la situation de l'île : un seul prêtre dessert tout Bourbon.

Le 22 décembre 1712, la Compagnie des Indes et la congrégation de Saint-Lazare signent un accord pour doter l'île Bourbon d'un clergé stable. Quatre missionnaires arrivent dans l'île le 8 décembre 1714 : les pères Renou, Criais, Houbert et Abot. Les pères lazaristes découvrent trois chapelles à St-Paul, Ste-Suzanne et St-Denis et une foi vivace malgré des comportements individuels répréhensibles.

Le père Abot passera les seize prochaines années à installer définitivement le catholicisme à l'île Bourbon. Sa bonté, sa piété et sa disponibilité sont proverbiales.

« Si on venait me dire que M. Abot a fait quelque miracle, je n'en serais pas étonné » affirmait Beauvollier de Courchant, gouverneur de l'île.

1729, *annus horribilis* pour Bourbon ! Une épidémie de petite vérole amenée par un vaisseau transportant des travailleurs de l'Inde toucha près de 1 200 personnes et fera plus de 800 morts. De plus, des sauterelles vont détruire toutes les plantes vivrières, n'épargnant que le café. L'abbé Abot visita et réconforta les moribonds et enterra chrétiennement les morts. Il s'usa à la tâche et sa santé s'en ressentit. On le croyait condamné mais il eut un répit.

Vers le mois de juillet 1730, le père Abot ressentit les mêmes symptômes. Le 15 août, sa situation empira : à la fièvre maligne, l'extrême faiblesse et les douleurs

continuelles à l'estomac s'ajouta « *un transport au cerveau* ». Il perdit sa lucidité. Jusqu'à la dernière minute, il fut veillé par le père Teste, curé de Ste-Suzanne, le père Meinier, curé de St-Paul et le père Criais, curé de St-Denis.

Il mourut le 18 août 1730 à 10 heures du matin à St-Paul. Il avait 53 ans, après 33 ans passés dans la congrégation des lazaristes. Il fut inhumé le lendemain matin à 7 heures, devant une foule nombreuse et émue. Dans cette île Bourbon aux quatre paroisses (Ste-Suzanne, St-Denis, St-Paul et St-Louis), le père Abot permit d'enraciner les valeurs de charité et de solidarité créoles.

DU MAUVAIS CAFÉ

«L'esprit de pénitence et de mortification avait une grande part dans toutes les actions de la vie de ce vertueux missionnaire. Il ne déjeunait presque jamais, excepté les deux ou trois dernières années qu'il s'était assujetti, par complaisance, à prendre chaque matin une tasse de mauvais café sans sucre. Quoique depuis quelque temps la Compagnie des Indes ait envoyé, par ses vaisseaux, dans cette île du vin de France ou des Canaries, je n'ai jamais pu obtenir de lui qu'il en fît usage ; et quand par égard pour ces MM. de la Compagnie il en buvait un peu, c'était en si petite quantité qu'on pouvait dire qu'il en goûtait au lieu d'en boire. Ses mets les plus délicieux et ses plus grands régals étaient tout ce qui se trouvait de pire dans un pays où il n'y avait rien, du reste, pour flatter la sensualité. Il couchait sur la dure, ou, si vous voulez, sur une peau de bœuf étendue sur une planche, toujours sans draps et souvent sans couverture.»

Almanach religieux du diocèse de la Réunion

Source
Almanach religieux du diocèse de la Réunion

Illustration : carte de Bourbon (Flacourt)

MS

3

Irénée ACCOT

17 octobre 1909 - 11 novembre 1987

Premier maire de Cilaos

Marie-Irénée Accot est né le 17 octobre 1909 à St-Denis.

A 13 ans il est obligé de travailler comme ouvrier car sa mère, Émilia Accot, son seul soutien était tombée gravement malade.

Dix ans plus tard, en 1932, Irénée Accot est embauché par les Travaux Publics comme contremaître sur le chantier du Grand Hôtel de Cilaos. Il tombe amoureux du cirque de Cilaos et leurs destins seront indissociablement liés.

Politiquement, il s'engage à St-Louis et le jeune ouvrier devient entrepreneur à force de travail.

En 1952, Irénée Accot, Conseiller général et adjoint à la mairie de St-Louis épouse une jeune dionysienne de 20 ans, Liliane-Reine-Marie-Gilberte Picot. Elle est la première institutrice du cirque de Cilaos où venait d'être créé un cour complémentaire.

Erigé en commune-canton en 1965, Cilaos aura comme premier maire et conseiller général Irénée Accot. Il étrennera ces deux mandats pendant 22 ans. La même année il est élu trésorier-adjoint du Conseil d'administration de la Caisse Générale de la Sécurité Sociale.

A Cilaos, la seule force politique était Accot. Aux municipales de 1977, la liste Accot recueille 1720 voix sur 1731 suffrages exprimés. Aux cantonales de mars 1979, il obtient 91,3 % des suffrages contre 8,7 % à son opposant de gauche Aurélien Nassibou. Aux municipales de 1983, sa suprématie est contestée par une opposition de centre droit conduite par le Dr Paul Técher (24 % des voix). Sa liste recueille 57,3 % des suffrages. Mais aux cantonales de 1985, il est réélu avec 81 % des votes face à deux candidats de gauche. « *Moi je n'appartiens à aucun parti politique et je ne suis pas un pion que l'on déplace sur un damier* » déclara-t-il au Quotidien de la Réunion le 22 septembre 1987.

Dans son Hôtel de Ville il avait accueilli des invités illustres : le président Giscard d'Estaing et son épouse, Raymond Barre et Pierre Mauroy, tous deux Premiers Ministres.

Il avait fait de Cilaos l'anti-chambre du Piton des Neiges, la capitale du tourisme vert de la Réunion : thermalisme, broderie, vins, randonnées. Le maire-bâtisseur a

construit les écoles, les routes, les équipements sportifs. Il accueillit à bras ouverts le projet d'une Maison de la Montagne de Jean-Jacques Mollaret.

Hospitalisé à St-Pierre le 7 octobre 1987 suite à une attaque cardiaque, cet autodidacte meurt le 11 novembre 1987. L'établissement thermal de Cilaos porte son nom.

LE MAIRE BATISSEUR.

« Mon mari était un bâtisseur et il pensait que pour assurer l'essor de la commune il fallait construire des routes et installer l'eau, l'électricité et le téléphone jusque dans les écarts. Il avait aussi compris que la ville était née avec la découverte des eaux thermales et qu'elle ne pourrait prospérer sans un nouvel établissement thermal plus fonctionnel, pour remplacer celui qui se trouvait dans le lit de la rivière et qui avait été détruit par le cyclone de 1948 ; en 1951, on prenait encore les eaux à même le sol, ce qui fait qu'elles étaient mélangées à l'eau de pluie... Financé par le Conseil général, le projet a mis plus de vingt ans à aboutir. Mon mari a posé la première pierre de l'établissement mais n'a pu l'inaugurer puisqu'il est mort en novembre 1987, un mois avant son ouverture. »

Mme Accot,
déclaration au *Quotidien de la Réunion*.

Source
Archives Familiales

Illustration : Irénée Accot (*Archives Familiales*)

MS

1

Eugène-Dutremblay AGENOR

8 février 1906 - 11 janvier 1990

Enseignant - Syndicaliste

Fils de Julien-Saint-Clair Agénor et de Marie-Eugénie Esparon, Eugène Agénor est né à St-André le 8 février 1906. L'enseignement sera sa vocation et la solidarité, sa passion. Responsable sportif, il assura la direction du journal *Le Sporting*. Instituteur à Ste-Marie (1928) puis à Champ-Borne (1929), il sera toujours fasciné par l'écriture et le journalisme. Il prendra le risque d'être rédacteur en chef incognito du journal *La Démocratie* de 1932 à 1940 malgré les rappels à l'ordre du vice-recteur Hippolyte Foucque, autre passionné de l'écriture et du journalisme.

En juillet 1936, la majorité des 450 instituteurs décidèrent de transformer leur amicale en section régionale du Syndicat National des Instituteurs (SNI). Agénor, enseignant à l'Ecole des Garçons de St-Benoît, fut élu au poste de secrétaire général. Il occupera ces fonctions jusqu'en 1956. L'affiliation du syndicat à la CGT amena des tracasseries de la part de l'administration. Il vécut une période difficile après la défaite militaire de 1940 sous le régime du gouverneur pétainiste Aubert.

En mai 1948, les fonctionnaires réunionnais se mobilisèrent pour demander l'égalité de traitement avec leurs collègues métropolitains. Pour éviter la grève générale, le préfet Demange invita trois responsables syndicaux à une ultime négociation à Paris. Agénor, alors instituteur de 7ème au lycée Leconte de Lisle accompagna, au titre du SNI, Omer Hoarau (CGT) et Albert Adam de Villiers (CFTC). La délégation obtint un réajustement des indemnités et le nouveau franc CFA en vigueur dans l'île fut abondé de l'index de correction de 1,40. Agénor profita de ce déplacement pour s'informer sur le fonctionnement de la Mutuelle Générale de l'Education Nationale (MGEN) couvrant partiellement les frais médicaux des enseignants. Avec le soutien du vice-recteur Foucque, Agénor créa en juin 1949 la section réunionnaise de la MGEN. Il en fut le premier secrétaire général.

En octobre 1957, pour lutter contre la fraude politique *"organisée par le préfet Perreau-Pradier et le chef de Cabinet Cluchard afin de faire disparaître la section réunionnaise du Parti Communiste"*, Eugène Agénor s'engagea pleinement dans le combat politique. Il fut élu président du *"Comité de Défense des Libertés Républicaines"* (CDLR) qui se mobilisa contre le risque *"de coup d'Etat fasciste"* et *"les agressions menées contre la République par les factieux d'Alger"*.

DUTREMBLAY Agenor

La IVe République s'était enlisée dans les luttes coloniales en Indochine et en Algérie. Agénor organisa des réunions dans toute l'île et de grands rassemblements au cinéma Rio à St-Denis.

Le 15 novembre 1956, avec le soutien du vice-recteur Padovani, il créa la Mutualité Accidents Elèves (MAE) de la Réunion, afin de couvrir par une assurance les accidents d'élèves des écoles publiques. Grâce au soutien du député Raphaël Babet, il fut fait chevalier de la Légion d'honneur en 1957. Candidat aux législatives du 23 novembre 1958 dans la deuxième circonscription, il obtint 10 281 voix contre 23 595 à Valère Clément.

Le 1er mars 1968, à 62 ans, frappé par la limite d'âge, il abandonna ses fonctions de directeur de la MGEN et à trois ans de la retraite (65 ans), il dut accepter la direction de l'école de Grand-Ilet. Dans la foulée, il créa l'Association autonome de solidarité de l'enseignement public et en assura la première présidence. Sur 7 000 fonctionnaires environ, 2 000 adhérèrent aussitôt, le chiffre passant à 5 191 en 1973. Il prit sa retraite le 1er mars 1971 et se retira au Tampon. Il meurt le 11 janvier 1990 à son domicile de Montgaillard à l'âge de 84 ans.
Ce sportif et ancien arbitre de la ligue de football avait épousé Marie-Elisabeth-Françoise Farron.

CHEVALIER

"C'est Agénor qui a fait de notre section syndicale (du SNI) ce qu'elle est actuellement, la plus puissante section syndicale de ce département. C'est lui qui a fait d'une section syndicale longtemps cégétiste, une des sections véritables de notre Grande Centrale Autonome ; son expérience et sa clairvoyance lui ayant fait comprendre que, pour être féconde, l'activité syndicale doit se placer au-dessus des partis politiques. Et il sut rallier à ses vues la grande majorité de ses adhérents.
"Rechercher tout ce qui unit et non agiter tout ce qui divise", telle a été sa devise.
Défense des intérêts du personnel enseignant, défense de l'Ecole Laïque, défense des principes laïques, Agénor n'a pas failli à cette tâche essentielle qu'il a assumée presque seul pendant de nombreuses années avec la foi et la pondération qui le caractérisent"...

Olivier Payet
Allocution à l'occasion de la promotion d'Agénor au grade de chevalier de la Légion d'honneur, 1957.

Source
Archives Familiales

Illustration : Eugène Dutremblay-Agénor (Jibé)

2

André ALBANY

4 octobre 1903 - 16 juin 1992

Premier photographe de presse et cinéaste de la Réunion

Fils d'Emilien Albany — commerçant opticien, photographe et pyrotechnicien — et de Denise Eloïse, André Albany est né à St-André le 4 octobre 1903. Dès l'école, il s'intéressa à la photographie et sa passion se développa en observant son père. Il fabriqua à 12 ans son premier appareil photo.

En 1923, le jeune Albany monta un studio de prise de vues photographiques à St-André. *"Je travaillais sur plaques bleues Lumière avec du papier au citrate d'argent"*. Tout se faisait à la lampe à pétrole et à la lanterne magique, éclairée à l'acétylène. En 1925, il organisa son premier vernissage de photos pendant l'Exposition de la Réunion qui se déroulait à la caserne Lambert à St-Denis. La critique fut encourageante et André Albany bénéficia d'une bourse d'études du Conseil Général grâce au soutien du président Lagourgue. A Paris, il s'inscrivit à l'école technique de photographie et de cinématographie de la rue de Vaugirard, la future école nationale Louis Lumière. Il était le premier inscrit de cette nouvelle école qui avait ouvert d'ouvrir ses portes fin 1926. Il apprit la prise de vue et le développement auprès de ses professeurs MM. Paul Montel, Clerc et Belin, ce dernier, inventeur de la bélinographie, étant le pionnier des photos aériennes. Il y rencontra Louis Lumière, Louis Gaumont et Chrétien, inventeur de l'objectif du cinémascope. Après 2 ans d'études il en sortit diplômé. Et pendant une année encore, il promena son œil averti dans Paris.

En 1929, son père lui demanda de rentrer à la Réunion. On y préparait l'Exposition coloniale de Vincennes de 1931, et on évoquait la possibilité de réaliser un film sur la Réunion. Le tout premier film ! André Albany rentra bien vite avec du matériel pour un atelier moderne à St-André. Son génie du bricolage fit le reste. Albany décrocha la commande.

Le vendredi 26 décembre 1930, la mission Merwart-Jasmin-Albany monta à la Fournaise pour réaliser les prises de vues. Toute la Réunion retenait son souffle car un cyclone menaçait l'île, et le temps était à la tempête. Les dix téméraires redescendirent le 31 décembre 1931, ramenant notamment la première vue panoramique jamais prise du volcan de la Fournaise. Albany engrangea d'autres paysages pour réaliser le premier documentaire sur la Réunion en 35 mm. Il fut présenté en avant-première au restaurant *Au Cercle de la Plage*, accompagné d'un orchestre.

ALBANY André

"Les vues de M. Albany sont d'un fini parfait, ses personnages sont très ressemblants et très expressifs" écrit *La Revue Littéraire*. Ce fut la première d'une longue série de productions, montée dans son atelier de St-André. Il filma tous les événements majeurs de l'île : les éruptions volcaniques, l'arrivée du premier avion. Pendant la guerre de 39/45, il continua son métier de photographe-portraitiste. Il quitta St-André en 1946 pour s'installer au 12 rue de la Compagnie à St-Denis, puis au n° 26 de la même rue jusqu'au moment de la retraite en 1976.

Chevalier de la Légion d'honneur en 1973, meilleur ouvrier de France, doyen des artisans de la Réunion lors de la création de la Chambre des Métiers, le génie d'Albany fut reconnu de son vivant. Le vendredi 22 mai 1992, la Direction Régionale aux Affaires Culturelles (DRAC) lui rendait hommage en organisant une exposition de ses photos prises entre 1931 et 1962 (Cataclysmes) avec le concours de nombreux plasticiens. Il mourut peu de temps après, le 16 juin 1992.

L'EXPEDITION POUR LE PREMIER FILM

"On saura se souvenir, à Bourbon, des dix — dont neuf Bourbonnais — qui, en fin décembre 1930, donnèrent un bel exemple d'audace, de ténacité, d'endurance et de dévouement : 6 montagnards, porteurs du matériel cinématographique : André Picard et son fils Marc, Césaire et Eugène Payet, Albert Técher et Gabriel Turpin.
2 guides du cadre local des Eaux et Forêts : le brigadier Joseph Jasmin (sexagénaire) et le garde Edouard Thomond.
L'opérateur-cinéaste André Albany.
Un métropolitain représentant le Touring Club de France, le Syndicat d'Initiative et le Comité d'Exposition : Emile Merwart (sexagénaire).

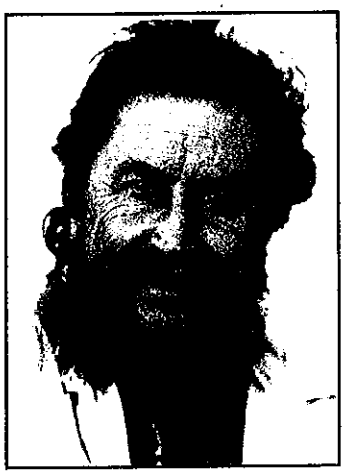
Le Peuple, 10 février 1931

Sources

- Gilbert Albany *(Archives Familiales)*
- *La Revue Littéraire*, 15 avril 1931

Illustration : A. Albany (Jibé)

1



Jean ALBANY

4 décembre 1917 - 26 octobre 1984

Poète peintre

Jean Albany, fils de Marie-Antoinette et Ludovic Albany, est né le 4 décembre 1917 à St-Denis de la Réunion. Il aimait à raconter que le chef de la branche familiale locale était Rabany (qui devint par quel mystère Albany) qui arriva dans l'île en 1817 comme professeur de collège.

«Voilà, je trouve bien trace du professeur Rabany. Claude, il se prénommait. Il s'est marié deux fois. Il venait de Brioude. Du premier mariage, des enfants morts au berceau. Du second, il a une fille, Marie-Elisa. Là, je perds sa trace. Mais je trouve une Hélène Rabany qui serait née à Ste-Marie. Serait-il son père ? Elle a eu en 1858, un fils qui figure dans les pièces d'état civil sous le nom de Pierre Albani.»

Vavangue, J. Albany.

Ses parents sont *"instituteurs de campagne, républicains, bons blancs, petits bourgeois en tussor»* installés, en retraite, dans leur maison de Grand Fond au bord de la mer.

En 1937 il part à Paris pour des études de droit et de chirurgie dentaire. Mobilisé en 1939, il sert comme élève officier d'artillerie à Fontainebleau. Pendant la débâcle de l'armée française Jean Albany écrit ses premiers poèmes, notamment le célèbre *Amour Oiseau Fou*.

Il reprend ses études pour obtenir une licence en droit, son doctorat d'économie politique et son diplôme de chirurgien dentiste. Depuis 1941 il avait également commencé des cours de peinture à l'Académie Jullian.

Jean Albany séjournera à la Réunion de 1945 à 1948. Il revisite l'île avec délectation et s'abreuve du créole de son enfance. Il participe aux émissions radio (Au Vent des Mascareignes) et constitue son glossaire de mots créoles. En 1947, il exposera au musée Léon Dierx qui fait l'acquisition d'une de ses toiles : *La Place Fürstenberg en*

ALBANY

Hiver. De retour à Paris c'est le poète qui se préoccupe de faire sortir en 1951 aux Editions Bellenand son premier recueil de poésie, *Zamal*.

En 1964, il obtient le prix des Mascareignes de l'Association des Ecrivains de Langue Française (ADELF) pour *Miel Vert*. Mais Jean Albany écrira également en créole savoureux. *Bleu Mascarin*, son premier livre en créole sort en 1969.

Avec sa moustache de Sicambre et ses favoris louis-philippards ce peintre poète de la lignée de Léon Dierx et de Georges François pratiquera pendant 30 ans les arts dentaires à la rue Lepic à Paris. Il y meurt le 26 octobre 1984, mais c'est dans son île natale, à la Saline, qu'il repose.

L'ILE

Au commencement Dieu rêva le monde
Puis il eut le désir
D'une île paradis
La mer était unie saphir
Rose au jardin de Saadi.

J. Albany, *Zamal*, Paris, 1951

Bibliographie

- *Zamal* (1951 et 1982)
- *Miel Vert* (1966)
- *Outremer* (1967)
- *Archipels, Paradis Grecs* (1967)
- *Bleu Mascarin* (1970)
- *Vavangue* (1972)
- *P'tit glossaire - Le Piment des mots créoles* (1974)
- *Bal Indigo* (1976)
- *Aux Belles Créoles* (1977)
- *Fare Fare* (1978)
- *Percale* (1979)
- *Indiennes* (1981)
- *Amour Oiseau Fou* (1985)

Sources

Brochure, *Hommage à J. Albany*, St-Denis, Fondation Albany, 1987

Photo : Jean Albany (*Archives Départementales de la Réunion*)

2

Edmond ALBIUS

1829 - 9 août 1880

Esclave, découvreur du procédé de fécondation de la vanille

Edmond est né esclave en 1829 à Ste-Suzanne, de parents esclaves : Pamphile et Mélise. Il perd sa mère à la naissance. Ferréol Beaumont-Bellier, établi à Bellevue recueillit l'enfant qui appartenait à sa sœur. Il s'y attacha, le traitant plus comme son propre fils que comme son esclave. Passionné de botanique, il emmena le jeune esclave dans son verger et lui inculqua, par l'exemple, la passion des plantes. M. Beaumont-Bellier désespérait de trouver la technique de fécondation artificielle de l'orchidée vanillier tentée au Muséum d'Histoire naturelle de Paris dans les années 1840. Un autre procédé (Jannet) était également expérimenté sans succès dans la colonie par les botanistes Richard et Bernier. Il se contentait de féconder manuellement les fleurs de citrouille jolifiat.

En 1841, le jeune Edmond, tentant les mêmes opérations sur la vanille découvrit l'ingénieux moyen de féconder les fleurs pour obtenir des gousses. Il avait 12 ans. Cette découverte permit une exploitation commerciale de la plante sur une grande échelle. La vanille Bourbon était née.

M. Beaumont-Bellier s'empressa de faire connaître la nouvelle à tout le pays par voie de presse. Il accueillit chez lui d'autres colons pour suivre la démonstration du jeune Edmond. Il n'hésita pas à leur prêter son jeune prodige.

Le 20 décembre 1848, l'esclavage fut aboli. Edmond reçut son nom de liberté : *Albius*.

M. Mézières Lepervanche, juge de paix de Ste-Suzanne, présenta une requête à Sarda Garriga, commissaire général, afin de faire accorder à Edmond une récompense publique. Cette démarche n'eut pas de suite, le temps ayant manqué au commissaire général rappelé en France à la même époque.

Le jeune Edmond qui voulait voir du pays s'en trouva fort démuni pour se rendre à St-Denis. Engagé comme domestique, *«la modicité de ses gages ne lui permettant pas de satisfaire aux goûts de confort qu'il avait contractés dans la maison de son maître»*, Edmond commit un vol de bijoux avec effraction. Il fut condamné à 5 ans de réclusion et à la chaîne. De nombreuses voix vont intervenir pour demander sa grâce en rappelant sa contribution à l'économie de l'île. Le juge de paix Mézières Lepervanche souligne que *«sa conduite aux bagnes a été exemplaire»*. Une remise de peine lui est

consentie. Edmond Albius retourne à sa terre à Ste-Suzanne. Il épouse Marie Pauline Rassama, une couturière qui décédera avant lui.

Il mourut le 9 août 1880 à l'hôpital communal de Ste-Suzanne au village Desprez.

8 décembre 1853

«Monsieur le Gouverneur,
Je prends la liberté de vous adresser une requête en faveur d'un pauvre noir condamné aux galères pour 5 ans, mais ce malheureux a des titres à cette recommandation et à la reconnaissance du pays. C'est à lui qu'est due la découverte du procédé de fécondation des fleurs du vanillier, c'est donc à lui seul que la colonie est redevable de cette nouvelle branche d'horticulture destinée à prendre une grande extension...»

Mézières Lepervanche
Juge de Paix, Ste-Suzanne

Source

A. Roussin, *Album de l'île de la Réunion*, St-Denis, Imp. Roussin, 1863

Illustration : Albius (A. Roussin, *Album de la Réunion*)

4

Isnelle AMELIN

14 septembre 1907 - 4 février 1994

Conseillère municipale et conseillère générale de St-Denis

Isnelle Baret (future épouse Amelin) est née le 14 septembre 1907 à St-Leu. Son père était agent forestier. *«Mon enfance a été très malheureuse»* avoua-t-elle en pensant aux dix-sept mutations de son père. *«Mon père, homme intègre, verbalisait les personnes sans distinction de classe sociale»*. Il en subira douloureusement les conséquences.

A 18 ans, elle contracte la tuberculose et se soigne en cachette avec l'essence de géranium pour ne pas alourdir les dépenses familiales. La pauvreté, le deuil et l'humiliation seront son lot quotidien. A 25 ans, elle se retrouve pratiquement seule après que la paludisme et ses séquelles eurent décimé sa famille.

Elle se marie avec un inspecteur de police, militant communiste qui lui fait découvrir le Parti Communiste Réunionnais, et devient un haut cadre de la Banque de la Réunion. Mais elle partagera sa vie militante avec un autre homme : le Dr Raymond Vergès, découvert en 1944. *«Il y avait une grande misère à la Réunion. Et les gens mouraient comme des mouches. Les enfants les premiers. De parasitoses, de malnutrition, de paludisme.»*

La catholique fervente qui affirmait aller le matin à l'église et suivre l'après-midi le Dr Vergès s'engage au Comité Républicain d'Action Démocratique et Sociale (le CRADS).

Conseillère municipale de St-Denis de 1945 à 1958, conseillère générale de 1958 à 1975, elle est à la pointe du combat politique. S'il faut défendre les opprimés par le combat syndical, Isnelle Amelin y sera aussi. De 1946 à 1955, elle est la secrétaire générale du syndicat des employés de commerce et de banque. En 1946 elle est également nommée secrétaire générale de l'Union des Femmes Françaises qui deviendra plus tard l'Union des Femmes Réunionnaises. Elle est à l'origine de la première crèche (Paul Demange) à St-Denis pour les enfants des employés de maison. A la demande du Parti, elle a promené sa silhouette de *«rebelle»* dans plusieurs communes et à divers rendez-vous électoraux : municipales, cantonales et législatives en 1956. Administrateur CGT à la Caisse Général de Sécurité Sociale de 1958 à 1964, son désintéressement et son courage lui vaudront d'être décorée le 8 mars 1992, de la Légion d'honneur.

A plus de quatre-vingts ans, la *«rebelle»* s'est engagée dans l'humanitaire à Madagascar et contre le racisme en Afrique du Sud. Elle meurt le 4 février 1994 à son

domicile de la Montagne à St-Denis. Elle avait 87 ans. La crèche municipale du Port porte aujourd'hui son nom.

DES DEMI-FRANÇAIS

«Or le pharmacien demandait 150 francs quand mon père en gagnait 100. Il n'y avait pas suffisamment d'argent à l'époque. En fait d'aide sociale, les familles touchaient 7,50 F pour le quatrième enfant. Je ne pense pas que les Français aujourd'hui, aient conscience de ce que nous avons vécu. Depuis la départementalisation nous ne sommes que des demi-Français aux yeux du gouvernement ; alors imaginez ce que nous pouvions représenter à l'époque coloniale, lorsque nous n'étions que des indigènes(...). Ma mère, levée à 4 heures du matin et couchée à 10 heures du soir était obligée d'élever des animaux. Et encore, il n'y avait pas souvent de viande sur notre table. Le beurre, le fromage, le chocolat étaient des produits de luxe. A tel point que l'on parlait du pain de St-Denis comme d'une gourmandise»

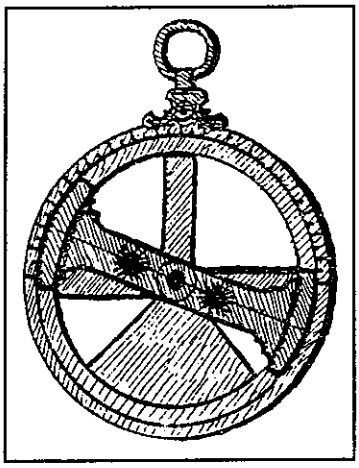
Isnelle Amelin. Déclaration au *Quotidien de la Réunion*, 13 septembre 1993

Source
Archives Familiales

Illustration : Isnelle Amelin *(Archives Familiales)*

MS

3



Jean-Baptiste Nicolas Denis d'APRES de MANNEVILLETTE

11 février 1707 - 1er mars 1780

Hydrographe

Fils de Jean-Baptiste-Claude d'Après de Blangy, Denis d'Après de Mannevillette est né au Havre le 11 février 1707. Il est considéré comme le premier hydrographe. Son père, capitaine de vaisseau de la Compagnie des Indes prit soin de son éducation et l'amena à 12 ans aux Indes. Le jeune homme se perfectionna ensuite à Paris dans la géométrie et l'astronomie.

En 1726, d'Après de Mannevillette fit sa première campagne d'officier sur un vaisseau de la Compagnie des Indes, le *Maréchal d'Estrées*. Ne tenant pas compte des conseils du jeune officier seulement âgé de 19 ans, le capitaine fit échouer le vaisseau sur les récifs au nord de St-Domingue. Son ingéniosité sauva pour la seconde fois le vaisseau pendant la même campagne. Le 20 septembre 1727 dans un violent cyclone près de la Martinique, une voie d'eau se déclara à bord alors que le vaisseau avait perdu tous ses mâts. Sa science permit de sauver le navire et l'équipage.

Faisant le constat des insuffisances en matière de cartographie maritime qui mettaient en péril les biens et les personnes, il s'attacha à refaire les cartes de certains grands circuits commerciaux. Il sera le premier à faire usage des instruments d'astronomie à réflexion inventés par Hadley. Avec un octant, il rectifia la latitude de plusieurs points lors d'un voyage en Chine. De 1735 à 1742, il recueillit plans, mémoires et cartes des côtes d'Afrique, de l'Inde et de la Chine. Son travail fut apprécié par l'Académie des Sciences qui le nomma correspondant en 1743.

En 1745, il publia l'ensemble de ses travaux sous le nom de *Neptune Oriental*. C'est le premier guide de la navigation. On y trouve outre les relevés, la description de toutes les côtes et des indications sur les vents et les courants en toutes saisons.

Cet ouvrage fut accueilli chaleureusement par le monde scientifique et les navigateurs. Encouragé mais non grisé par ce succès, d'Après de Mannevillette passa encore 30 ans à perfectionner son ouvrage. Une seconde édition corrigée et augmentée du *Neptune Oriental* parut en 1775.

Il fut le premier à employer la méthode des distances du soleil à la lune pour déterminer la longitude.

d'APRES de MANNEVILLETTE

Ami de Dalrymple et de l'abbé de la Caille, c'est lui qui commanda le vaisseau qui conduisit le célèbre abbé astronome au cap de Bonne Espérance pour la cartographie de la partie australe du ciel.

D'Après de Mannevillette commanda un vaisseau de guerre dans l'escadre de d'Aché mais il fut obligé de revenir en France pour se défendre — sans succès — contre des accusations mettant en cause sa probité scientifique. Dégoûté, il abandonna la navigation pour prendre la direction du dépôt des cartes et plans des Indes créé par la Compagnie des Indes en 1762.

En 1767, il obtint de Louis XV la décoration de St-Michel. Il mourut le 1er mars 1780 à 73 ans sans postérité.

Une rue à St-Denis (rue d'Après) nous rappelle son souvenir.

AU ROI,

Sire,

Encouragé par le suffrage que votre auguste aïeul eut la bonté d'accorder au *Neptune Oriental* qui parut en mil sept cent quarante cinq, j'ai rassemblé depuis cette époque toutes les nouvelles découvertes qui peuvent tendre à perfectionner la navigation dans les mers des Indes et de la Chine ; et j'ai l'honneur de présenter à Votre Majesté, le *Neptune Oriental* que j'ai formé d'après ces précieuses découvertes. Cet ouvrage n'aura point de prix si votre Majesté daigne en recevoir la dédicace. La protection dont elle voudra bien l'honorer fera naître immanquablement de nouvelles lumières qui assureront de plus en plus la navigation des Indes si intéressante pour l'Etat.

D'après de Mannevillette, Préface, 1775

Bibliographie

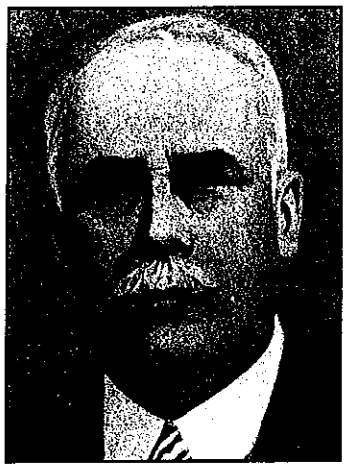
- *Neptune Oriental*
- *Supplément au Neptune Oriental*
- *Description et Usage d'un nouvel instrument pour observer la longitude appelé le Quartier Anglais*

Source

- *Le Neptune Oriental*, Paris, Malassis, 1775

Illustration : L'astrolabe

3



Pierre-Edouard-Augustin ARCHAMBEAUD

17 mars 1868 - 21 août 1937

Maire de St-Pierre
Député de la Réunion

Pierre-Edouard-Augustin Archambeaud est né le 17 mars 1868 à St-Pierre, d'un père avoué, Edmond, et d'une jeune mère de 20 ans, Jeanne-Louise, née Burel. Après de bonnes études couronnées par le diplôme de docteur en médecine, le jeune Augustin retrouve sa ville natale où un arrêté du 1er octobre 1898 le nomme agent ordinaire suppléant de la santé. Très vite, la politique active lui tend les bras, et il est élu le 19 août 1900 conseiller général de St-Pierre. Le 3 mars 1901, une élection municipale partielle le propulse au poste de premier adjoint du maire Jules Hermann (il a d'ailleurs été le mieux élu des 27 conseillers de sa liste).

En 1902, alors qu'il est déjà vice-président du Conseil Général, le jeune médecin mène la fronde contre sa tête de liste ; et les *"multiples dissensions internes"* de la municipalité amènent le gouverneur Paul Samary à prononcer sa dissolution, le 2 juin. Le 22, la liste menée par Archambeaud passe sans difficulté. Quelques jours plus tard à 34 ans, il est élu premier magistrat de sa commune natale. Cinq ans plus tard, après la mort du *"grand créole"* (François de Mahy), il est élu député de la 2ème circonscription, le 27 janvier 1907, avec plus de 6 500 voix d'avance sur son concurrent Auguste de Villèle. Réélu maire en 1904, 1908 et 1912, conseiller général en 1906, député en 1910, Augustin Archambeaud arrête pourtant brutalement sa carrière politique après les élections cantonales très houleuses du 25 août 1912.

Le 5 septembre 1912, il quitte la colonie, et le conseil municipal se retrouve désemparé. Aucun adjoint ni conseiller n'acceptant d'assurer les fonctions de maire, le gouverneur Garbit dissout le conseil le 18 septembre 1912. Le 12 novembre, l'ancien adjoint Jean-Pierre Fréjaville devient le nouveau maire de St-Pierre. En février 1914, le député Archambeaud annonce officiellement à ses électeurs qu'il s'installe à Tamatave, et qu'il ne briguera pas un troisième mandat. On le dit alors *"dégoûté"* de la politique. Mais après la guerre, où il aura la douleur de perdre son frère Georges, tué au combat le 22 août 1915, il revient à la Réunion et effectue un *come-back* fracassant en retrouvant, le 14 mai 1925, son fauteuil de maire de St-Pierre. Sa liste l'a confortablement emporté avec une moyenne de 700 voix d'avance sur celle du maire sortant, son ancien adjoint Victor le Vigoureux. Le 17 octobre 1926, il retrouve son siège de conseiller général, un poste où il sera réélu en 1928 et 1934, tout comme il sera réélu premier magistrat de la capitale du Sud en 1929 et 1935. Le vendredi 21 août 1937 à 69 ans, il meurt à St-Pierre, et une foule nombreuse viendra accompagner le deuil de

sa femme et de sa fille, Mme Millon des Marquets. Au lendemain de sa mort, les journaux locaux rendront hommage à l'homme politique, mais aussi au créateur — en 1902 — du premier syndicat agricole du Sud, qui exploitera en coopérative pendant 17 ans les terres Burel et de Ravine-Blanche.

En septembre 1937, Augustin Mondon succédera à Augustin Archambeaud dans le fauteuil mairal, tandis que le 17 octobre, c'est Maxime Vallon-Hoarau (le futur maire de St-Denis) qui sera élu conseiller général.

VOTEZ ARCHAMBEAUD

"Pour faire un bon représentant du peuple, plus soucieux de la chose publique que d'avantages personnels, et pour lui assurer une réelle et durable influence, la probité vaut mieux que certaines réputations d'habileté.
Si j'étais électeur dans ma circonscription, c'est pour Archambeaud que j'aurais voté."

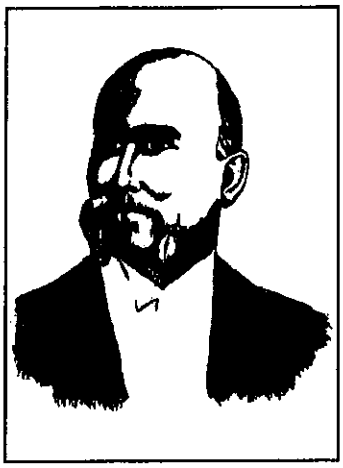
Testament politique de François de Mahy, écrit à Paris le 14 octobre 1906. (Cité par la *Patrie Créole* du 22 décembre 1906)

Source

- *Le Peuple* 22 et 24 août 1937 (*Archives Départementales de la Réunion*)
- *Bulletin Officiel du Gouvernement de la Réunion* (*Archives Départementales de la Réunion*)

Illustration : A. Archambeaud (*Archives Mairie de St-Pierre*)

4



Jules AUBER

29 avril 1867 - 5 juin 1928

Médecin
Député, sénateur
Maire de St-Denis

Fils de Marie-Jacques-Pierre Auber, propriétaire, et de Marie-Josèphe-Clémentine de Guigné, Joseph-Pierre-Jules Auber est né le 29 avril 1867 à St-Paul.

Après des études à la faculté de médecine de Paris, il rentre à la Réunion *"vers 1891/92"* affirme la *Revue de l'Ile de la Réunion* (en 1902 affirme le *Dictionnaire Illustré*) avec son diplôme de docteur en médecine et de pharmacien de 1er classe. Il s'installe rue de l'Eglise à St-Denis dans un petit immeuble se trouvant entre l'emplacement Morange et le mur de la prison centrale. Il a *"à peine l'argent nécessaire pour ses premiers frais d'établissement"*. Tourné vers la clientèle populaire, il institue des consultations gratuites quotidiennes.

Il fait un beau mariage avec Camille Patu de Rosemont *"une jeune fille de la plus haute société aristocratique de St-Denis"*. C'est elle qui va concrétiser les rêves de grandeur politique de son époux. Le Dr Auber change de clientèle et sa fortune est faite. On le pousse alors à s'engager dans le combat politique, et il retrouve ses convictions anciennes et trahit sa nouvelle caste. Il choisit la gauche prolétaire *"blocarde"* et s'oppose au parti républicain modéré de Le Cocq du Tertre tout en préparant la voie à Gasparin.

Aux municipales de 1904, il conduit victorieusement une liste radicale-socialiste contre Le Cocq, le maire sortant, et il obtient le fauteuil mairal. A la mort du sénateur Drouhet la même année, il assure avec succès la campagne du député Louis Brunet (pourtant absent) au Sénat contre Crépin. Si Brunet est élu, le triomphateur est Auber qui fait déjà campagne pour le siège de député laissé vacant par son ami sénateur.
Jules Auber est élu en 1905 contre le candidat de droite Gasparin. Il siège au groupe socialiste à côté de Millerand, ministre de la Guerre.

A son retour dans l'île en 1906 pour le renouvellement de son mandat, ses propres amis lui opposent un autre candidat : Auguste Brunet. Il se maintient contre Gasparin et Brunet se désiste. Mais Jules Auber est secoué par ce comportement. Victime d'un galet à St-André dans une campagne électorale violente, il se retire laissant la voie libre à Gasparin, élu sans opposition.

Dégoûté, il laisse l'administration de St-Denis à son 1er adjoint. Il fut encore plus meurtri quand il dû accueillir dans le groupe radical-socialiste son adversaire de la veille, Gasparin, qui avait changé de camp après son élection. Il est obligé de donner l'accolade à l'homme *"qui arma le bras assassin de St-André"*. L'opinion publique outrée en veut plus à Auber qu'à Gasparin. Il se console en prenant la direction du service de Santé et d'Hygiène de la Réunion.

Il retrouve son cabinet médical pour une longue traversée du désert et fonde le journal *La Dépêche* pour défendre sa politique. Aux sénatoriales de 1912 le parti radical-socialiste lui refait confiance mais il est battu. Il retrouve peu après un siège de conseiller général de St-Benoît.

Pendant la guerre de 14/18, sa femme et lui rivalisent de patriotisme. Présidente de la Caisse des Ecoles à St-Pierre, elle est volontaire à la Croix Rouge. Le 18 décembre 1919, il retrouve le fauteuil mairal de St-Denis après 10 ans d'absence. Le 18 janvier 1920 quoique absent, il est élu sénateur par 112 voix contre 101 au Dr L. Martin autre candidat radical-socialiste. Il laisse la mairie de St-Denis à Robert et Jaucourt qui feront fonction de maire en alternance de 1923 à 1925. *La Dépêche* avait cessé de paraître le 8 avril 1920.

Jules Auber meurt à Paris le 5 juin 1928.

NI A DROITE NI A GAUCHE

"Enfant du pays que je suis (...) je voterai pour la politique d'un gouvernement d'ordre, de travail et de clarté, en garde contre l'équivoque de droite et le bolchevisme de gauche."

Jules Auber, *Discours de campagne*, 1920

Bibliographie
Bourbon Sanatorium, 1903

Source
M. Serviable, *Les Maires de St Denis*, St Denis, Indigotier, 1991

Illustration : J. Auber (Jibé)

5

Pierre AUBERT

8 mars 1888 - 27 décembre 1972

Gouverneur de la Réunion

Pierre-Emile Aubert est né à Arras, chef lieu du Pas-de-Calais le 8 mars 1888. Après des études de droit, il entre à l'Ecole Coloniale (promotion 1907). Il débute sa carrière en Guinée au Bureau des affaires politiques.

Quand éclate la Grande Guerre, Aubert rentre en France et, sur ses congés, rejoint une unité combattante. Il fera la guerre comme officier du Génie dans les campagnes meurtrières en Belgique, sur les bords de la Marne, en Champagne, à Verdun et dans la Somme. Grièvement blessé en décembre 1916, il est fait chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire et capitaine de réserve.

Il reprend le chemin des administrations à la fin de la guerre : Dakar puis Yaoundé. Il devient le collaborateur de Léon Perrier, Ministre des Colonies en 1925 et 1926. Il passe ensuite deux ans au Cameroun, auprès du gouverneur-général Buisson, avec le titre de gouverneur. Officier de la Légion d'honneur en 1928, il sert en Indochine de 1929 à 1932 comme directeur-adjoint du cabinet du gouverneur-général. Puis il retrouve encore l'Afrique : à Dakar, puis comme commissaire de la République au Cameroun de 1937 à 1938. Le 30 décembre 1939, le gouverneur de 3e classe Aubert est nommé à la Réunion. Il prend ses fonctions le 27 février 1940.

Le nom du gouverneur Aubert est sans aucun doute lié au ralliement de la Réunion au gouvernement du Maréchal Pétain en juin 1940 et à l'installation du régime de Vichy dans la colonie. En effet au mois de juin 1940, la nouvelle arrive dans l'île : la France a capitulé devant l'Allemagne hitlérienne. Le Maréchal Pétain a signé l'armistice, Paul Reynaud a démissionné et le Maréchal Pétain a constitué un gouvernement provisoire, installé à Bordeaux. A la quasi-unanimité, les Réunionnais se prononcent pour la continuation de la lutte. Le 18 juin le gouverneur envoie au gouvernement de Bordeaux le télégramme suivant : - *Un groupe de notabilités a exprimé désir ardent que Maréchal Pétain soit informé du vœu suivant : Bloc Angleterre, Etats-Unis, France... doit conduire victoire même après abandon par gouvernement sol métropolitain. Notre peuple, nos possessions sont indemnes. Défaite militaire après glorieuse défense n'est pas effondrement de l'Empire.* - Ce même jour le général de Gaulle lance, depuis Londres où il s'est réfugié, un appel où il engage les Français à se ranger aux côtés de l'Angleterre alliée pour poursuivre le combat.

AUBERT Pierre

Aubert sera pétainiste. Il s'opposera au débarquement en novembre 1942 des forces gaullistes du *Léopard*. Réfugié à Hell-Bourg, il se rendra et remettra sa démission avant de quitter l'île dans une discrétion compréhensible. Il meurt le 27 décembre 1972 à Paris.

LES RAISONS D'AUBERT

Pourquoi, malgré une opinion réunionnaise favorable à la poursuite du combat, Aubert changea-t-il d'avis ? Pour trois raisons.

• Le 23 juin 1940, Maurice Gaud, consul de Grande-Bretagne à la Réunion, lui remet un message de Lord Halifax, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères l'enjoignant à la désobéissance au gouvernement pétainiste «passé à l'ennemi». Si l'Angleterre propose à la Réunion assistance économique et militaire, le ton est trop comminatoire au goût d'Aubert.

• Le 29 juin 1940, lors de la réunion de la Commission consultative de défense où les responsables politiques réunionnais proposent de se battre alors que les hauts fonctionnaires métropolitains (sauf Angélini) l'assurent de leur dévouement, il sait qu'il peut compter sur le pouvoir administratif et judiciaire. Le soir même, lui parviennent enfin les instructions de France : un nouveau régime de «redressement national» se met en place.

• Le remplacement de Marcel de Coppet par Cayla, au gouvernement de Madagascar. La Réunion fera ce que fera Madagascar ; et Cayla a décidé de se rallier à Pétain.

Source

• M. Serviable, *Rayonner*, Océan Editions/ARS T.C. 1995
• M. Serviable/R. Lucas, *Les Gouverneurs de la Réunion, St-Denis, CRI, 1986.*

Illustration : Pierre Aubert (*ADR*)

MS

5

Candide AZEMA

3 octobre 1785 - 11 mars 1852

Notaire
Maire de St-Denis

Michel-François-Candide Azéma est né le 3 octobre 1785 à St-Denis. Il est le dixième et dernier enfant de Jean-François Azéma (1739-1814), procureur-général et président de la Cour d'Appel, et d'Anne-Perrine-Félicité La Peyre (1748-1824).

Après des études de droit, Candide Azéma s'installa comme notaire à St-Denis. Il fut nommé 1er adjoint au maire de St-Denis, Jean-Baptiste Petitpas, le 10 juin 1820. Il occupera la même fonction pendant 29 ans sous quatre autres maires : Hyacinthe Tabur (1828-1831), Claude Lenoir (1831-1832), Amédée Bédier (1832-1848), Gustave Manes (1848-1849). Nommé maire le 16 octobre 1849, Candide Azéma eut à procéder rapidement à de nouvelles consultations populaires pour le choix des deux représentants à l'Assemblée Nationale, la journée du 30 septembre n'ayant pas été probante. MM. Barbaroux et de Greslan furent élus le 21 octobre 1849.

Azéma avait déjà eu l'occasion de se montrer digne de représenter le chef-lieu. C'est lui qui eut le redoutable honneur d'accueillir, en tant que 1er adjoint du maire Manès, souffrant, le nouveau commissaire de la République Sarda-Garriga arrivé le vendredi 13 octobre 1848. Son discours fut un chef-d'œuvre d'habileté et de sagesse alors que l'île redoutait les conséquences économiques et sociales de l'abolition de l'esclavage.

Il s'appliqua à assurer l'entretien de la ville. L'éclairage à l'huile de coco des réverbères installés par Bédier ne donnant plus satisfaction, une nouvelle adjudication eut lieu le 21 octobre 1851. M. Bonnet eut pour obligation de placer en ville 77 fanaux avec réflecteurs argentés l'intensité de la lumière devant toujours être telle *"que l'on put lire facilement un journal à 6 mètres du réverbère"*.

En 1850, c'est lui encore qui va accueillir le nouveau gouverneur Doret après la disgrâce de Sarda-Garriga. Son *"parler vrai"* fit l'économie de maints rapports et discussions:
"(...) Vous arrivez, Monsieur, dans un pays naguère florissant, mais qui vient de traverser de mauvais jours et qui a besoin d'une haute protection pour sortir de l'état de gêne et d'abattement où il est plongé. Il attend une main tutélaire qui ranime le crédit, vivifie l'Industrie, ravive l'Agriculture et apporte le bien-être au service de notre population...".

AZEMA Candide

Sa santé donnant des signes d'inquiétude, il eut la sagesse d'abandonner la charge mairale, le 12 février 1852, à son adjoint Elie Pajot. Il meurt le 11 mars 1852. Le deuil et la perte sont considérables. L'événement qui l'aurait épuisé et attristé était l'épidémie de variole amenée par le navire *Sophie*. Entre le 17 septembre 1851 et la fin octobre 1852 on compta à St-Denis 3 660 personnes contaminées et 708 morts. Candide Azéma avait souhaité que les orphelins des familles pauvres restassent à la charge de la commune.

Son nom fut donné à l'ancienne place des Sables, la future place de la Gare, restaurée par ses soins et où il avait fait installer des bancs.

BIENVENUE A SARDA

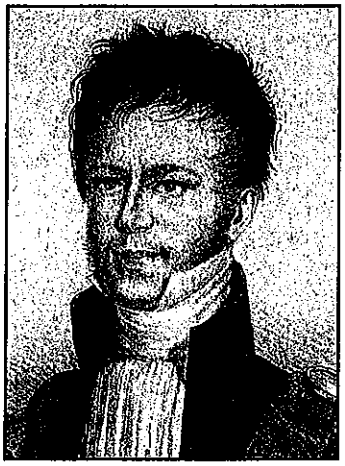
"Aucune des idées larges, généreuses, réellement philanthropiques, que la révolution de 1848 a fait surgir, n'est étrangère aux colons de l'île de la Réunion. Ils en avaient prévu l'application au régime colonial, et ils sont prêts à en faciliter le succès de tous leurs efforts.
Ils espèrent que ce grand changement, confié à votre sagesse et à votre habileté, s'effectuera sans perturbation, et que personne n'aura à en regretter les conséquences.
Vous pouvez compter sur le concours loyal de notre population. Elle est trop intelligente pour ne pas comprendre le besoin de se rallier à vous et de vous seconder en tout, pour le bonheur du pays. Elle compte donc sur votre prudence et, au besoin sur votre fermeté."

Candide Azéma, *Discours d'accueil*, octobre 1848

Source
M. Serviable, *Les Maires de St-Denis*, St Denis, Indigotier, 1991

Illustration : Candide Azéma (Jibé)

4



François Paul-Etienne AZEMA

15 janvier 1778 - 28 août 1851

Magistrat et homme politique

François Paul-Etienne Mazaé Azéma naquit le 15 janvier 1776 (1778 affirme P. de Monforand), pendant un cyclone, à St-Denis. Fils de Jean-François Azéma, il est le descendant de Jean-Baptiste Azéma qui fut gouverneur de l'île en 1745. Envoyé en France à 9 ans pour ses études, il retourna au pays natal en 1797. Il s'occupa d'agriculture, se lia avec Bory de St-Vincent avant d'embrasser la carrière judiciaire en 1815.

Nommé conseiller à la cour royale de Bourbon le 31 mai 1820, il est l'un des trois magistrats nommés par l'ordonnance du 30 septembre 1827 qui remplace la magistrature inamovible par une magistrature amovible. Par solidarité avec ses collègues démis de leur fonction, il mène une vigoureuse campagne contre cette mesure. Dans un mémoire envoyé au ministère le 21 juin 1828, il demande la fin des mesures discriminatoires et il obtient gain de cause.

Alors qu'il est président de la cour d'assises de St-Paul, il est élu en avril 1831 comme délégué de la colonie. Il va se battre jusqu'à la fin de son mandat le 11 juillet 1833 pour une meilleure connaissance des colonies si méprisées par les autorités métropolitaines. Et grâce à son action le gouvernement prend un certain nombre de mesures pour les colonies par la loi du 24 avril 1833 que l'on appela la *Charte coloniale*.

De retour à Bourbon, il reprit ses fonctions de conseiller à la cour jusqu'au 3 juillet 1846.

En 1850, il fut fait chevalier de la Légion d'Honneur.

Parallèlement à cette vie publique intense, Etienne Azéma publia à Paris en 1832 des poèmes et des traductions de Virgile qui reçurent un accueil chaleureux.

Il meurt le 28 août 1851.

AZEMA Etienne

"A l'heure où de la nuit l'astre mélancolique
Lave de ses flots d'or le ciel bleu du Tropique,
Sur le bord de la mer je viens souvent m'asseoir,
Et je livre mon âme à la brise du soir."

E. Azéma, *Les Nuits du Tropique,* 1877

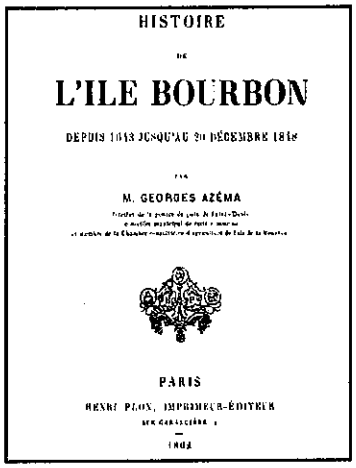
Bibliographie

- *Fables et Poésies Diverses,* 1832
- *Œuvres Poétiques* (comprenant des traductions de Virgile et de Tibulle)

Source

P. de Monforand in *Album de la Réunion,* Roussin, St-Denis, 1860

Illustration : Etienne Azéma (A. Roussin, *Album de la Réunion*)


HISTOIRE

DE

L'ILE BOURBON

DEPUIS 1613 JUSQU'AU 20 DÉCEMBRE 1848

PAR

M. GEORGES AZÉMA

PARIS

HENRI PLON, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

Georges AZEMA

4 mai 1821 - 9 mai 1864

Ecrivain-Journaliste

Fils de François-Paul-Etienne Azéma, conseiller à la Cour d'Appel de St-Denis, et d'Elizabeth-Charlotte Noblet du Penhoat, François-Paul-Etienne-Georges Azéma est né le 4 mai 1821 à St-Denis. Il partit en France où son père, élu délégué de la Colonie, devait exercer les fonctions relevant de sa charge politique. Le jeune Georges commença ses études au lycée Henry IV et les acheva au lycée de St-Denis au retour de sa famille dans l'île natale.

La politique et le journalisme vont l'accaparer. Rédacteur en chef de *La Feuille Hebdomadaire*, il fut élu en 1848 conseiller municipal de St-Denis. Il fut maintenu à cette fonction même après la disparition des institutions démocratiques mises en place par la IIe République. Son engagement le mena à la Chambre d'Agriculture et à la Société des Sciences et Arts.

En 1859 il fit paraître chez Plon à Paris, l'*Histoire de l'Ile Bourbon*, œuvre magistrale *"Plus appréciée en France que dans notre pays"* selon M. Le Siner.

Il partit en France en 1864 pour raison de santé et en profita pour régler les derniers détails de la parution de son roman *Noëlla* chez Hachette. Sa mort subite prit de court Clémence Masson, journaliste à l'*Economiste Français* :

"Au moment où nous allons entretenir nos lecteurs de Noëlla, roman tout récemment publié, nous apprenons que l'auteur de cet ouvrage, M. Georges Azéma, vient d'être frappé par la mort. Nous nous préoccupions de l'avenir littéraire de cet écrivain, nous cherchions dans son œuvre les éléments de ses futurs succès, et déjà il avait disparu de cette terre à laquelle l'attachaient tant de liens et de projets, où de si tendres affections eussent voulu le retenir".

En effet, Georges Azéma mourut le 9 mai 1864. Il n'avait que 43 ans, ses obsèques eurent lieu le 11 mai 1864 à 16 heures. L'hommage ultime fut rendu par MM. Le Siner et de Lahogue.

Il avait épousé Louise-Pauline-Albertine Millon des Marquets.

IMITER PAUL ET VIRGINIE

"Le noble désir de contribuer au triomphe des principes qu'il croyait propres à élever l'âme humaine, se manifeste à chaque page de l'œuvre de M. Azéma. Toutefois, nous devons reconnaître que l'exécution y est quelquefois restée au-dessous de l'intention. Le plan de *Noëlla* présente avec celui de *Paul et Virginie* une analogie qui ferait croire à une réminiscence s'il ne retrouvait son originalité au dénouement ; les caractères trop vaguement tracés sont difficiles à saisir dans leur ensemble ; les événements annoncés sans être préparés, comme des cas fortuits, perdent leur portée morale, parce que le lecteur ne les voit pas soumis à la logique mystérieuse qui, dans la réalité, préside aux moindres faits. Mais ces défauts, inévitable résultat de l'inexpérience, n'auraient pas tardé à céder aux conseils d'une judicieuse critique ; et dans les œuvres nouvelles, un talent mûri par la réflexion et par l'étude aurait permis à M. Azéma de reproduire plus fidèlement l'idéal qu'il se plaisait à contempler."

Clémence Masson, *Economiste Français*, 1864

Bibliographie

- *Histoire de l'Ile Bourbon*, 1859, Plon
- *Noëlla*, 1864, Hachette

Sources

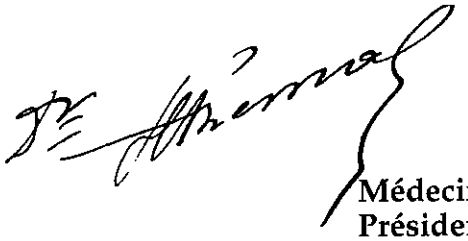
- *Le Moniteur*, 14 mai 1864
- M. Le Siner, *Discours nécrologique in Bulletin Sciences et Arts*

Illustration : Georges Azéma, *L'île Bourbon depuis 1643 jusqu'au 20 décembre 1848*

7

Henri
AZEMA

17 octobre 1861 - 18 août 1932



Médecin-Historien
Président de l'Académie de la Réunion

Fils de Georges Azéma, greffier de la Justice de Paix de St-Denis et de Louise-Pauline-Albertine Millon des Marquets, Henri Azéma est né le 17 octobre 1861. Bachelier, après des études au lycée de St-Denis, il part en France en 1885 ayant, en préalable effectué deux années à l'Hôpital Colonial à St-Denis comme carabin. Jusqu'en 1890 il est inscrit à la faculté de médecine de Paris. Il prépare une thèse sur les infections urinaires et ses recherches sont remarquées par son compatriote, le professeur Félix Guyon, père de l'urologie moderne. Une brillante carrière nationale semble lui être destinée, mais il refuse de rester à Paris dans le service du professeur Guyon et préfère rentrer à la Réunion.

En 1896, il est affecté à l'Hôpital Colonial, à la Rivière St-Denis. Chef de chirurgie au nouvel Hôpital Colonial de Camp Ozoux, il est dessaisi de ce service et envoyé en médecine générale. Il considérera longtemps cette mesure comme une injustice et en fut aigri. Pourtant on lui doit le transfert de l'établissement au Camp Ozoux.

Le Dr Azéma fit une brève incursion dans la politique. Elu au Conseil Général, il préféra renoncer à son mandat pour conserver son poste de chirurgien à l'hôpital. Cette mésaventure lui coûta cher lors d'une deuxième tentative : il fut battu par Albert Blay. Il n'eut pas le même bonheur politique que son cousin Auguste Brunet, député de la Réunion.

Journaliste et écrivain, il collabora de façon anonyme à plusieurs journaux. Il officia comme *"président d'honneur du comité fondateur du journal La Jeunesse Littéraire"*, hebdomadaire culturel de Raymond Nativel. Après avoir été membre fondateur de l'Académie de la Réunion en 1913 (Histoire Locale) il en deviendra le troisième président après Jules Hermann et Méziaire Guignard.

Du nouveau chevalier de la Légion d'honneur, *Le Journal de l'Ile de la Réunion* du 19 février 1905 déclara : *"certains hommes se dévouent aussi simplement qu'ils respirent"*.

Médecin-suppléant du Dr Jules Auber au lycée Leconte de Lisle au début du siècle, il est titularisé le 1er février 1920 après l'élection du Dr Auber au Sénat.

AZEMA Henri

Auteur de nombreuses monographies (l'*Hôpital Colonial, Le Journalisme à St-Denis, Hôtel Joinville et Ecole Joinville, l'Assistance Publique à la Réunion*), il fit paraître en 1926 à Paris l'ouvrage de sa vie : *Histoire de la Ville de St-Denis de 1815 à 1870.*

Vers la fin de sa vie, il continuait de faire ses visites à pied et abhorrait l'automobile et on le disait "*vieux jeu*". Nommé conseiller privé du gouverneur, par décret du 18 mars 1931, il meurt le 18 août 1932 à l'âge de 71 ans. Au cimetière, Hippolyte Foucque, Auguste de Villèle, le Dr Louis Ozoux et Charles Lucas salueront la mémoire du médecin et de l'historien.

LE VERT GALANT

"Homme du monde, homme aimable, pourvu qu'on ne le mit pas sur certaines questions de préséance, de syndicalisme et d'honoraires professionnels qui le mettaient hors de lui et lui faisaient perdre toutes mesures, il était galant avec les dames, enjoué, avait le mot pour rire, même le mot gaillard et était à table un bon convive ayant été lui-même un amphitryon de premier ordre."

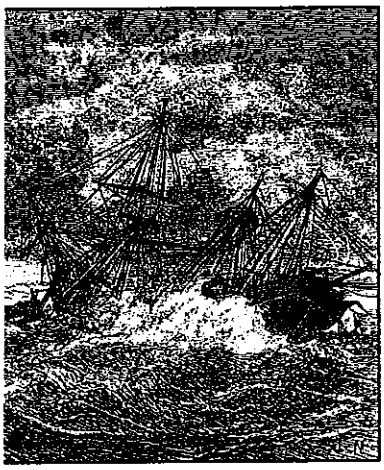
Dr Ozoux, Discours nécrologique

Bibliographie
Histoire de la Ville de St-Denis de 1815-1870, Paris, Quillet, 1926

Source
H. Foucque in *Bulletin de l'Académie de la Réunion* vol.11

Illustration : Signature d'Henri Azéma

8



Jean-Baptiste AZEMA

Circa 1697 - 31 octobre 1745

Gouverneur de la Réunion

Fils de Jean Azéma et de Marguerite Fayolle

Jean-Baptiste Azéma est né vers 1697 à Lyon. Il serait arrivé dans l'océan Indien, à l'Isle de France le 8 juin 1732 sur la *Diane*. A l'escale de Fort-Dauphin où meurt Valette, lieutenant de la *Diane*, Jean-Baptiste Azéma *"a aussi été à l'extrémité, y ayant presque toujours été malade"*. Après ce voyage exténuant, il eut bien du mal à se remettre. Nommé membre du Conseil Supérieur de l'Isle de France par lettres patentes du 10 novembre 1734, il se fit remarquer par son dévouement à la Compagnie des Indes. Il passa ensuite à une date indéterminée à Bourbon. On retrouve sa trace le 26 septembre 1734 quand il refuse de s'embarquer à bord de l'*Hirondelle* venue le chercher pour le ramener à l'Isle de France *"M. Azéma qui se trouve employé en cette île, nous a demandé avec insistance d'y rester (...) comme nous avons eu lieu jusqu'à présent d'être content de sa conduite et, qu'il nous a paru un honnête homme et intelligent, nous n'avons pas cru devoir priver la Compagnie de ce sujet qui était déterminé à ne pas embarquer"*. Et pour cause !

Il épousa le 11 octobre 1735 à Ste-Suzanne, Anne-Marie Hubert, originaire de St-Louis dans le Haut-Rhin et fille du major Antoine Hubert et d'Anne-Marguerite Schott. La nouvelle épouse avait 16 ans.

Il fut nommé, le 12 février 1743, directeur général du commerce et commandant des troupes de l'Isle de France, en remplacement de Didier de St-Martin. A ce titre, il avait pouvoir de gouverner les îles de France et de Bourbon en l'absence de Labourdonnais.

Le 18 août 1744, son épouse se rendit à Port-Louis à cheval assister à l'arrivée du *St-Géran*. En route elle apprit la terrible nouvelle : le bateau avait fait naufrage pendant la nuit au large de l'île d'Ambre, au nord de l'Isle de France. Sous le choc, elle tomba de cheval. Grièvement blessée, elle mourut le 3 décembre 1744 des suites de cette chute. Jean-Baptiste Azéma ne se consola jamais de la mort de sa jeune épouse. L'Isle de France lui rappelant trop de funestes souvenirs, il demanda à Labourdonnais de pouvoir passer à l'île Bourbon.

Gouverneur de Bourbon à partir de mai 1745, son mandat sera le plus court de l'histoire de l'île car il mourut 5 mois plus tard, le 31 octobre 1745.

AZEMA Jean-Baptiste

Le couple avait eu six enfants, tous nés à l'Isle de France : Jean-Baptiste-Denis né en 1736, Anne-Marguerite née en 1738, Jean-François né en 1739, Jean-Baptiste (Azéma-Dutilleul) né en 1740, Joseph-Henry (Azéma-Dutilleul) né en 1742 et Charles-François (Azéma du Haumont) né en 1743.

LE NAUFRAGE DU ST-GERAN

La traversée avait été heureuse et, le 17 août 1744, vers 4 heures de l'après-midi, le bâtiment se trouvait par le travers de l'île Ronde, à 18 miles de la terre. Le temps était splendide et le capitaine avait décidé de donner dans les îles et d'aller mouiller dans la Baie du Tombeau, mais, hélas ! ses seconds l'en dissuadèrent en assurant qu'il n'y avait aucun danger à mettre à la cape jusqu'au jour. Ils confondirent probablement le Coin de Mire avec l'île Ronde. Cet avis fut suivi, car on continua à courir des bordées en s'approchant si près de terre que vers 2 heures et demi du matin, le drame se produisit : le navire toucha, puis fut jeté sur les récifs de l'île d'Ambre. On sonna la cloche d'alarme, tous les passagers accoururent en désordre sur le pont, des embarcations furent mises à la mer, le mât d'artimon fut coupé et jeté par dessus bord pour soulager le navire, mais, sans cesse ramené par les vagues contre le vaisseau, il fracassa les chaloupes de secours. La quille se brisa, par le milieu, la poupe et la proue se dressèrent alors presque verticalement. Tout était irrémédiablement perdu. L'aumônier donna l'absolution générale pendant qu'équipage et passagers entonnaient le Salve Regina et l'Ave Maris Stella.
Le commandant ayant donné à chacun la liberté de se sauver, les plus vigoureux s'élancèrent dans les flots : la plupart périrent, bien peu réussirent à franchir la ligne des brisants.
Deux jeunes filles n'avaient osé quitter le vaisseau, et deux jeunes officiers épris d'elles, étaient aussi restés à bord et tentèrent vainement de les sauver. Ce fut la dernière scène du drame. Huit naufragés furent seuls sauvés et se réfugièrent sur l'Isle d'Ambre, où ils passèrent deux jours dans le plus grand dénuement. Trois d'entre eux gagnèrent ensuite l'île de France à la nage. Ils furent recueillis, dans les environs de la Mare aux Flamants, par des chasseurs qui portèrent secours aux autres naufragés.

Compte rendu au Conseil Supérieur

Source

- C. Ricquebourg, *Dictionnaire Généalogique des Familles de l'Ile Bourbon*, Mayenne, Imp. de la manutention, 1983
- Lucas, Serviable, *Les Gouverneurs de la Réunion*, St. Denis, CRI, 1986

Illustration : Naufrage du St-Géran